



Cibler l'Iran alors que les États-Unis se confinent

Une crise sanitaire nationale n'arrête pas le rythme des tambours de guerre.

Par [Philip Girdali](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2020

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [COVID-19](#), [L'IRAN](#)

Les États-Unis viennent de déclarer la guerre au coronavirus, le Président **Donald Trump** s'autoproclamant « Président de temps de guerre ». Que l'on pense que le virus doit être affronté avec une agressivité maximale en fermant le pays ou que les mesures déjà en place constituent déjà une réaction excessive ne semble guère avoir d'importance car les développements des prochains mois démontreront probablement ce qui aurait pu/aurait dû être fait. Mais pendant ce temps, les opinions extrêmes se multiplient, Rush Limbaugh décelant une conspiration des Démocrates et des Communistes visant à détruire le capitalisme sous « [le prétexte de sauver des vies](#) », tandis qu'un libertaire plus modéré mais animé par une idéologie plus libre, Ron Paul, a choisi de rédiger un article intitulé « [Le canular du coronavirus](#) » qui a personnellement cloué au pilori, en tant que « *principal semeur de peur* », l'expert très respecté du gouvernement sur l'origine et la propagation de la maladie, le **Dr Anthony Fauci**.

Staline a déclaré que la mort d'une personne était une tragédie alors que la mort d'un million de personnes est une statistique. Pour Limbaugh et Paul, une épidémie qui pourrait tuer des dizaines, voire des centaines de milliers d'Américains produit une statistique, de moindre incidence que conserver un Wall Street complètement corrompu et la « liberté » de l'individu d'aller faire du shopping. En effet, si le capitalisme « vautour » américain, motivé par la cupidité, doit être préservé sous sa forme actuelle pour protéger et donner du pouvoir aux riches, un changement radical pourrait être accueilli favorablement par la plupart des Américains pour inclure un véritable filet de sécurité des infrastructures de santé, attendu depuis longtemps.

En attendant, des préoccupations plus rationnelles et légitimes sont soulevées par ceux qui s'inquiètent de savoir quel type de démocratie et d'économie américaines émergeront de l'autre côté. Ils invitent le public à être particulièrement vigilant face à la poursuite des pratiques d'urgence au niveau fédéral et au niveau des États, qui permettent aux gouvernements respectifs d'agir de manière autocratique avec peu de transparence ou de responsabilité.

Une mesure particulière qui a été mise en œuvre est l'utilisation du suivi des téléphones portables, sans la permission des propriétaires des appareils, pour vérifier si les mesures de séparation et d'isolement sont respectées par les personnes qui se déplacent, déterminant si elles obéissent ou non aux règles en place pour pénaliser les rassemblements en public. Il semble que le gouvernement et même au moins une entreprise privée, probablement

israélienne, soient désormais [en mesure](#) de suivre des centaines de milliers, voire des millions de téléphones simultanément. Cette violation « d'urgence » du droit à la vie privée équivaut à une fouille illégale et devrait être contestée sur sa constitutionnalité, mais le vrai danger est que les outils utilisés pour surveiller l'emplacement des téléphones puissent également être utilisés, une fois la crise déclarée terminée, pour surveiller les activités parfaitement légales des citoyens. Il faut également craindre qu'une fois que la technologie de localisation des téléphones sera développée, un peu plus de réglages pourraient bien intégrer cette fonction dans la capacité bien établie de l'Agence de Sécurité Nationale d'intercepter et d'enregistrer des conversations privées.

Il est certain qu'un monde différent émergera après l'apparition du coronavirus, mais on peut observer avec regret que certaines choses ne semblent jamais changer, même au milieu d'une crise sanitaire mondiale de grande ampleur. On pourrait en effet soupçonner que les États-Unis, loin de mettre de l'ordre dans leur propre maison, ont en fait utilisé le virus comme couverture pour intensifier leurs activités agressives en Asie et en Amérique Latine. En cours de route, ils ont aussi délibérément exploité la maladie pour punir les pays avec lesquels ils entretiennent des relations conflictuelles.

Ceux qui encouragent les politiques de « pression maximale » du changement de régime privilégié par l'administration Trump sont les hauts responsables civils de la Maison Blanche, à savoir le **Secrétaire d'État Mike Pompeo** et le **Conseiller à la Sécurité Nationale Robert O'Brien**. Les généraux, dont le **Secrétaire à la Défense Mike Esper** et les chefs d'état-major des armées, considèrent que l'armée est déjà surchargée et ont jusqu'à présent résisté à certaines des suggestions les plus folles, mais cela ne signifie pas que les propositions belliqueuses ont disparu. Elles sont toujours sur la table, poussées en particulier par Pompeo, et comme le Président est remarquablement facile à convaincre d'entreprendre une action militaire, elles devraient être considérées comme toujours viables.

Les deux propositions d'action qui ont fait surface récemment et qui doivent être considérées comme limite insensée sont toutes deux liées à l'Iran. L'une d'elles est remarquable en ce qu'elle crée simultanément deux nouveaux ennemis actifs. Il s'agit d'un ordre du Pentagone aux [commandants régionaux](#) de se préparer à attaquer et à détruire la milice chiite irakienne Kataeb Hezbollah que les compaires O'Brien/Pompeo estiment être liée à l'Iran et responsable des récentes attaques sur les bases américaines en Irak.

Le Lieutenant **Général Robert P. White**, le commandant en chef américain en Irak, a immédiatement répondu à l'ordre, objectant qu'une telle action risquait de provoquer une guerre avec l'Iran tout en augmentant la pression sur le gouvernement de Bagdad pour qu'il expulse les forces américaines du pays. White a également fait remarquer qu'il n'avait pas suffisamment de forces en Irak et que toute attaque contre une milice irakienne qui fait techniquement partie de l'Armée irakienne produirait une guerre ouverte à l'intérieur des frontières d'un pays qui est techniquement un allié. Si d'autres milices, y compris la nombreuse et bien équipée Armée des Badr, se joignaient aux attaques contre les bases américaines, il n'y aurait aucun moyen de les défendre.

L'ordre est un compromis dû à de forts désaccords [au sein de l'administration Trump](#) sur la façon de punir l'Iran et ses milices irakiennes mandataires. Pompeo et O'Brien voient dans le coronavirus, qui a durement frappé l'Iran, une occasion de détruire les milices alors que l'Iran n'est pas en mesure de réagir. Selon le *New York Times*, Esper a approuvé la planification uniquement pour créer des options pour traiter avec l'Irak et l'Iran en se basant

sur la possibilité que les attaques contre les forces américaines s'intensifient. Jusqu'à présent, Donald Trump a [averti](#) que l'Iran ou une milice mandatée planifie une « attaque furtive » sur les bases américaines en Irak et a déclaré que l'Iran lui-même « paierait un prix très lourd » si elle était exécutée. Néanmoins, le Président a seulement accepté de laisser la planification se poursuivre, bien qu'il ait également [menacé](#) de « remonter la chaîne alimentaire », laissant entendre qu'il est prêt à attaquer directement l'Iran s'il y a une escalade contre les troupes américaines.

Pompeo et O'Brien, rejoints par le Directeur du Renseignement National récemment nommé Richard Grenell, ont également encouragé une entreprise plus sérieuse, à savoir attaquer l'Iran sans avertissement et sans aucun prétexte alors qu'il est affaibli par la crise sanitaire. Pompeo, O'Brien et Grenell ont [fait valoir](#) qu'une attaque directe contre l'Iran, qui pourrait inclure des frappes contre ses navires de guerre, affaiblirait tellement le régime sur son incapacité à défendre le pays que ses dirigeants seraient contraints d'ouvrir des négociations, c'est-à-dire de se rendre à Washington.

Washington a à la fois augmenté les sanctions et refusé des médicaments à l'Iran, ainsi qu'au Venezuela, pour exercer une pression supplémentaire sur leurs gouvernements face à la pandémie de coronavirus. L'administration Trump a [réussi à bloquer](#) des prêts d'urgence de 5 milliards de dollars du Fonds Monétaire International aux deux pays tout en [envoyant des navires de guerre](#) dans les Caraïbes et le Golfe Persique pour appuyer le message par la force si nécessaire. L'argument utilisé pour punir le Venezuela est qu'on ne sait pas très bien qui représente le gouvernement légitime dans le pays, qu'il s'agisse de Nicola Maduro, le Président, que Pompeo a qualifié de « trafiquant de drogue », ou de Juan Guaido, l'aspirant au poste de chef d'État promu par le Département d'État.

Une grande partie des manœuvres de Washington se sont déroulées sous le radar, étant donné la couverture qu'offre la crise du coronavirus. Mis à part le Venezuela, la plupart des plans se sont concentrés sur l'Iran, l'adversaire le plus détesté de la Maison Blanche et aussi, peut-être pas par hasard, l'ennemi perpétuel numéro un d'Israël. [Par ailleurs](#), le 27 mars, l'Agence de Coopération pour la Sécurité et la Défense du Département d'État américain a annoncé l'approbation d'un accord de 2,4 milliards de dollars avec Israël pour l'achat de huit avions KC-46A Pegasus.

Cet accord constitue le premier cas où les États-Unis ont vendu à Israël des avions construits spécialement pour le ravitaillement. Le KC-46A Pegasus peut transporter 106 tonnes de carburant pour ravitailler les avions de chasse et a une autonomie de plus de 6 000 miles. Il permettra à l'Armée de l'Air Israélienne de disposer d'une capacité de ravitaillement suffisante pour attaquer directement l'Iran, sa principale cible régionale. Israël a fréquemment [déclaré sa volonté](#) d'attaquer les sites nucléaires iraniens et pourrait également exploiter l'opportunité offerte par le coronavirus et ses conséquences pour le faire.

Ainsi, à un moment où l'opinion publique américaine réclame des assurances que tout est fait pour lutter contre le coronavirus, certains responsables de la Maison Blanche planifient de nouvelles guerres. Si l'on cherchait des preuves du dysfonctionnement de l'administration Trump, il ne serait pas nécessaire de chercher plus loin.

Philip Girdali

Article original en anglais :



[Targeting Iran While America Locks Down](#), le 7 avril 2020

L'article en anglais a été publié initialement par [The Unz Review](#).

Traduit par [Réseau International](#)

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Postez le Crosspost sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Philip Girdi](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : **[Philip Girdi](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca